



**Evaluation décentralisée pour la prise de décisions basée sur les preuves**  
PAM Bureau de l'Évaluation

**Système d'Assurance Qualité des Evaluations Décentralisées (DEQAS)**

## **Termes de Référence**

**Evaluation du « Projet Lait » dans le programme de  
cantine scolaire dans la région du Sahel de 2018 à 2020**

**PAM Burkina Faso**

## Table des Matières

<b>1. Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>2. Raisons de l'évaluation .....</b>	<b>1</b>
2.1. Logique.....	1
2.2. Objectifs .....	2
2.3. Participants et Utilisateurs.....	2
<b>3. Contexte et sujet de l'évaluation.....</b>	<b>5</b>
3.1. Contexte.....	5
3.2. Sujet de l'évaluation .....	7
<b>4. Approche de l'évaluation .....</b>	<b>9</b>
4.1. Champ .....	9
4.2. Critères d'évaluation et Questions.....	9
4.3. Disponibilité des données .....	11
4.4. Méthodologie.....	12
4.5. Assurer la qualité .....	13
<b>5. Phases et Produits à Délivrer .....</b>	<b>14</b>
<b>6. Organisation de l'évaluation et questions d'éthique .....</b>	<b>17</b>
6.1. Conduite de l'évaluation.....	17
6.2. Composition et Compétences de l'équipe .....	17
6.3. Considérations de Sécurité.....	18
6.4. Ethique .....	18
<b>7. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes.....</b>	<b>19</b>
<b>8. Communication et budget .....</b>	<b>21</b>
8.1. Communication.....	21
8.2. Budget.....	21
<b>Annexe 1 Carte.....</b>	<b>22</b>
<b>Annexe 2 Programme d'évaluation .....</b>	<b>23</b>
<b>Annexe 3 Membres du Comité Interne d'Evaluation .....</b>	<b>25</b>
<b>Annexe 4 Membres du Groupe de référence de l'évaluation (GRE) .....</b>	<b>26</b>
<b>Annexe 5 Plan de communication et apprentissage .....</b>	<b>28</b>
<b>Annexe 6 Logical Framework matrix .....</b>	<b>30</b>
<b>Annexe 7 Acronymes .....</b>	<b>33</b>

## **1. Introduction**

1. Ces Termes de Référence (TDR) sont pour l'évaluation du « projet lait » dans le programme de cantine scolaire du PAM au Burkina Faso. Cette évaluation est commanditée par le Bureau de Pays du PAM au Burkina Faso et couvrira les années scolaire 2016-2017 et 2017-2018. Elle se déroulera entre décembre 2018 (formulation des TDR) et février 2020 (rapport final de l'évaluation), avec une mission de démarrage prévue en mai 2019 et une mission de collecte de données prévue en octobre 2019.
2. Ces TDR ont été préparés par le Bureau de Pays du PAM Burkina Faso en se basant sur la revue de documents initiaux et sur la consultation des participants, et en suivant un modèle standard. Le but de ces TDR est de fournir au cabinet d'étude qui sera en charge de l'évaluation des informations importantes sur le projet lait dans les cantines scolaires du PAM au Burkina Faso, guider le processus d'évaluation et donner des informations importantes au comité interne d'évaluation et au groupe de référence d'évaluation.
3. L'évaluation couvre le « projet lait » financé par la fondation Cartier Philanthropy. Elle permettra de capitaliser sur les bonnes pratiques, les forces et les faiblesses, et les recommandations pour améliorer le projet. Les résultats de l'évaluation seront partagés avec d'autres Bureaux Pays et éventuellement d'autres gouvernements qui souhaiteraient s'appuyer sur le projet du Burkina Faso pour développer des projets similaires au profit des cantines scolaires.

## **2. Raisons de l'évaluation**

Les raisons de la commande de cette évaluation sont présentées ci-dessous.

### **2.1. Logique**

1. Dans le cadre de l'appui renouvelé de Cartier Philanthropy, le Bureau Pays du PAM au Burkina Faso commande une évaluation indépendante sur le projet lait. L'évaluation est inscrite dans l'accord de financement entre Cartier Philanthropy et le PAM avec un engagement du Bureau Pays de la réaliser dans les délais définis.
2. Les conclusions de cette étude alimenteront la conception du programme et aideront à mettre en place un modèle opérationnel à être reproduit par le gouvernement. Ce modèle sera soumis aux Bureaux Pays qui sont intéressés par l'exemple du Burkina Faso et qui souhaiteraient le reproduire dans les activités de cantines scolaires qu'ils mettent en œuvre. Le « projet lait » est une innovation majeure pour le Bureau Pays du PAM au Burkina Faso et un exemple pour les autres Bureaux Pays de la région qui envisageraient de le reproduire. L'évaluation va se focaliser sur le processus de mise en œuvre du projet lait, les effets nutritionnels sur les élèves et l'impact économique sur les différents acteurs impliqués dans la chaîne de valeur. Aussi, elle devrait permettre de mesurer l'aspect coût-efficacité du projet lait en vue de sa pérennisation et de son extension éventuelle.

3. Les résultats de l'évaluation seront présentés au PAM et partagés avec Cartier Philanthropy et d'autres parties-prenantes.

## 2.2. Objectifs

1. Les évaluations au PAM ont deux objectifs qui se renforcent mutuellement, la responsabilité et l'apprentissage :
  - **Responsabilité** - L'évaluation analysera et rendra des comptes sur la performance et les résultats du projet. L'évaluation décentralisée portera sur la politique du PAM en matière de l'alimentation scolaire mais aussi sur toutes les activités en lien avec la cantine scolaire. La mise en œuvre des activités, la mobilisation et la disponibilité des ressources, le suivi et l'évaluation des activités, la production de rapports pertinents pour répondre aux questions d'évaluation.
  - **Apprentissage** - L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou non, afin de tirer des leçons, des meilleures pratiques, et des indications pour apprendre. Elle fournira des conclusions qui reposent sur des preuves pour éclairer le processus de décisions opérationnel. Les observations seront diffusées de façon active et les leçons seront incorporées dans les systèmes de partage des leçons appropriés.

L'évaluation vise principalement à évaluer : i) les apports nutritionnels du yaourt dans l'alimentation scolaire des élèves et ii) les retombées économiques du projet sur les différents acteurs dans la création de la chaîne de valeur.

2. Le bureau pays du Burkina Faso, traite de façon systématique l'alimentation scolaire en relation avec la création d'actifs productifs, la nutrition sensitive ou spécifique, et l'appui aux petits producteurs. L'évaluation permettra aussi de comprendre et d'apprécier :
  - Comment l'environnement socio-économique et institutionnel de la région du Sahel et plus précisément des communes de Dori et de Djibo influencent-ils la réalisation du « Projet Lait » ? ;
  - Les obstacles internes et externes qui peuvent avoir un impact négatif sur la mise en œuvre du projet. L'atteinte des objectifs est un aspect qui doit être permanent dans la ligne de mire du Bureau Pays ;

L'évaluation fournira des recommandations opérationnelles pour définir dans les détails les implications socio-économiques, institutionnelles, d'alimentation et de nutrition scolaire.

## 2.3. Participants et Utilisateurs

1. Un nombre de participants à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du PAM sont intéressés par les résultats de l'évaluation et on demandera à certains d'entre eux de jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Le Tableau 1 ci-dessous fournit une analyse

préliminaire des participants, qui devrait être approfondie par l'équipe d'évaluation dans le cadre de la phase de Démarrage.

2. **La responsabilité envers les populations affectées** est liée aux engagements du PAM d'inclure les bénéficiaires en tant que participants importants dans le travail du PAM. Ainsi, le PAM est engagé à s'assurer de l'égalité des sexes (genres), et de l'engagement des femmes dans le processus d'évaluation de façon appropriée, avec la participation et la consultation des femmes, hommes, garçons et filles de différents groupes.

**Tableau 1 : Analyse Préliminaire des Participants**

<b>Participants</b>	<b>Intérêt dans l'évaluation et utilisations probables du rapport d'évaluation pour cette partie prenante</b>
<b>PARTIES PRENANTES INTERNES</b>	
<b>Bureau Pays au Burkina Faso</b>	Responsable de la planification et mise en œuvre des interventions au niveau du pays, il est directement impliqué dans l'évaluation et son intérêt est de tirer des leçons sur la base de son expérience afin d'éclairer la prise de décision. On l'appelle également à rendre des comptes sur les résultats de ses interventions de façon interne, ainsi qu'à ses bénéficiaires et partenaires.
<b>Bureau Régional (BR) à Dakar</b>	Responsable à la fois de la supervision des Bureaux de Pays (BPs), de l'encadrement et de l'appui technique, la direction du Bureau Régional a grand intérêt à prendre connaissance d'un bilan indépendant de la performance opérationnelle ainsi qu'à tirer les enseignements des constatations issues de l'évaluation afin de les appliquer à d'autres bureaux de pays. Le Bureau Régional fournit un soutien à la direction du BP et BR pour assurer une évaluation de qualité, crédible et utile.
<b>Siège du PAM</b>	Le PAM est intéressé par les leçons qui émergent des évaluations, en particulier quand elles ont trait aux stratégies, politiques, champs thématiques du PAM ou aux modalités de livraison pertinentes aux programmes plus étendus du PAM.
<b>Bureau de l'Evaluation (OEV)</b>	L'OEV est intéressé à assurer que les évaluations décentralisées fournissent des évaluations de qualité, crédibles et utiles qui respectent les dispositions d'impartialité ainsi que les rôles et les responsabilités de divers participants aux évaluations décentralisées tel qu'identifiées dans la politique d'évaluation.
<b>Conseil d'Administration du PAM (EB)</b>	L'organe directeur du PAM est intéressé par les informations sur l'efficacité des opérations du PAM. Cette évaluation ne sera pas présentée au EB mais ses observations peuvent être incluses dans les synthèses annuelles et dans les processus d'apprentissage d'entreprise.
<b>PARTIES PRENANTES EXTERNES</b>	

<b>Bénéficiaires</b>	<p>En tant que bénéficiaires primaires de l'aide alimentaire, l'enjeu pour le PAM est de déterminer si son aide est appropriée et efficace.</p> <p>Ainsi, le niveau de participation dans l'évaluation de femmes, hommes, garçons et filles de différents groupes sera déterminé et leurs perspectives respectives seront recherchées.</p>
<b>Gouvernement</b>	<p>Le Gouvernement a un intérêt direct pour savoir si les activités du PAM dans le pays sont conformes à ses priorités, harmonisées avec l'action d'autres partenaires et répondent aux résultats attendus. Les problèmes liés au développement des capacités, au passage de responsabilité et à la durabilité sont particulièrement importants.</p> <p>L'apport du PAM dans l'augmentation des capacités du Ministère de l'Education, du Ministère des Ressources Animales, du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de l'Action Social et de la Femme et du Ministère du Commerce dans la mise en œuvre du Projet Lait dans les communes de Dori et de Djibo dans la formulation de la Stratégie Nationale d'Alimentation et de Nutrition Scolaire en 2019 sera considéré.</p>
<b>Equipe de Pays des Nations Unies (UNCT)</b>	<p>L'action harmonisée de l'UNCT devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Elle a par conséquent un intérêt à assurer que l'opération du PAM est efficace dans sa contribution aux efforts communs des Nations Unies. Diverses agences sont également des partenaires directs du PAM au niveau politique et des activités.</p>
<b>ONG Catholic Relief Services, Helen Keller International Action Contre la Faim, SOS Enfants, Plan International, World Vision</b>	<p>Le PAM et les ONG accompagnent le Gouvernement du Burkina Faso dans la mise en œuvre des cantines. Cette évaluation permettra aux différents acteurs intervenant dans l'alimentation scolaire de partager leurs expériences. Les résultats pourraient affecter les modalités de mise en œuvre à venir, d'orientations stratégiques et de partenariat futurs.</p>
<b>Donateurs Cartier Philanthropy, Japon, Canada, République de Chine, Luxembourg, France</b>	<p>Les opérations du PAM sont financées bénévolement par un certain nombre de donateurs. Ils sont intéressés par savoir si leurs finances ont été dépensées de façon efficace et si le travail du PAM a été efficace et a contribué à leurs propres stratégies et programmes.</p>

### **3. Les utilisateurs primaires de cette évaluation seront :**

- Le Bureau Pays du Burkina Faso et ses partenaires, notamment le gouvernement du Burkina Faso, dans le processus décisionnel lié à la mise en œuvre du « Projet Lait » dans à la Stratégie Pays.
- En tant que donateur du projet évalué Cartier Philantropy sera impliqué dans toutes les phase de l'évaluation. Cartier Philantropy sera particulièrement intéressé aux résultats spécifiques du projet et à sa répliquabilité ;
- Le BR utilisera les observations de l'évaluation pour fournir des conseils stratégiques, un programme de soutien, et une supervision d'ensemble aux autres Bureaux Pays dans la région ;
- Le Siège du PAM peut utiliser les évaluations pour l'apprentissage au niveau de l'organisation au sens large, et pour la redevabilité ;
- L'OEV peut utiliser les observations de l'évaluation, le cas échéant, pour enrichir les synthèses des évaluations ainsi que pour les compte-rendu annuels au Conseil d'Administration ;
- Une large diffusion du rapport d'évaluation sera faite auprès des bailleurs de fonds, l'ambassade du Canada, de France, de Luxembourg, de la République de Chine, du Japon, de la Russie, de la Suisse.

### **3. Contexte et sujet de l'évaluation**

#### **3.1. Contexte**

1. Le Burkina Faso est un pays sans littoral et un pays moins avancé, situé dans le Sahel, une région touchée par des crises aiguës et prolongées récentes. En 2017, la population était estimée à 19 millions de personnes (52% de femmes et 48% d'hommes), dont 40% vivaient avec moins de 1,90 USD par jour. L'agriculture représente 34,2% du PIB et 80% de la population dépend d'une seule saison agricole pour se nourrir. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain reste une préoccupation nationale, aggravée par des taux de chômage élevés, en particulier chez les femmes (9,9%) et les jeunes (14,1%).
2. Le pays se classe au 185e rang sur 188 dans l'indice de développement humain et l'indice d'inégalité entre les sexes. Le Burkina Faso a une valeur de Gender Inequality Index<sup>1</sup> (GII) de 0,615, le classant 146 sur 159 pays dans l'indice de 2015. Au Burkina Faso, 9,4% des sièges parlementaires sont occupés par des femmes et 6,0% des femmes adultes ont atteint au moins le niveau d'éducation secondaire contre 11,5% de leurs homologues masculins. Pour 100 000 naissances vivantes, 371 femmes meurent de causes liées à la grossesse ; et le taux de natalité chez les adolescentes est de 108,5 naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans. La participation des femmes au marché du travail est de 76,6% contre 90,7% pour les hommes.

---

<sup>1</sup> GII: Gender Inequality Index

3. Dans l'ensemble, la pauvreté généralisée, la dépendance aux importations alimentaires et aux fluctuations des prix du marché, la croissance démographique élevée et les chocs climatiques croissants, entre autres, ont un impact sur la trajectoire nationale de développement, y compris la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les attaques terroristes transfrontalières récurrentes dans la région du Sahel entraînent des déplacements forcés de populations, les privant de leurs moyens de production. En janvier 2018, 13 600 personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été signalées. En outre, le Burkina Faso a accueilli environ 33 500 réfugiés maliens (17 335 femmes et 16 165 hommes) en mai 2017.
4. A l'échelle du Burkina Faso seulement 28% des élèves de l'enseignement primaire terminent leur cycle scolaire et acquièrent des compétences requises. Le taux d'alphabétisation des jeunes reste inférieur au taux moyen de l'Afrique subsaharienne.<sup>2</sup>
5. Les taux d'éducation sont deux fois plus faibles dans les zones rurales que dans les zones urbaines et concernent plus particulièrement les filles au secondaire. L'enseignement post-primaire reste axé sur l'enseignement général, ce qui entraîne une inadéquation avec les besoins du marché du travail.<sup>3</sup> Les taux d'achèvement des études primaires étaient de 60,3% en 2016/2017 (64,3% de filles et 56,6% de garçons), mais cette tendance diminue dans les écoles secondaires (28,6% de filles et 29,8% de garçons).
6. Les principaux problèmes de santé sont les taux élevés de mortalité maternelle et infanto-juvénile (484 décès pour 100 000 naissances et 81,6 décès pour 1 000 naissances vivantes), la mauvaise couverture sanitaire et les infrastructures et l'accès limité à l'eau et à l'assainissement. Au Burkina Faso, plus de la moitié (51,6 %) des jeunes femmes aujourd'hui âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant d'avoir 18 ans et près d'un tiers (28,2 %) avaient déjà un enfant à cet âge. Une légère hausse du taux de maternité précoce a également été constatée au Burkina Faso, passant de 26,3 % parmi les 45-49 ans à 28,2 % chez les 20-24 ans. Le pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient déjà mariées à l'âge de 18 ans est de 51,6%. 28,2% de femmes âgées de 20 à 24 ans qui avaient déjà eu un enfant à l'âge de 18 ans.<sup>4</sup>
7. La prévalence nationale estimée du VIH était de 0,8% en 2016 (53,3% sont des femmes, 16,1% des travailleurs du sexe, 3,6% des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, 2,98% des populations incarcérées)
8. Les principales priorités de développement du gouvernement sont exposées dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020. Le plan vise à (i) réformer les institutions et moderniser l'administration ; (ii) développer le capital humain et ; (iii) renforcer les principaux secteurs soutenant l'économie et la

---

<sup>2</sup> <http://www.worldbank.org/en/country/burkinafaso/overview>

<sup>3</sup> [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/BURKINA\\_FASO\\_-\\_2017-2021\\_CSP.PDF](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/BURKINA_FASO_-_2017-2021_CSP.PDF)

<sup>4</sup> Mariages d'enfants, grossesses précoces et formation de la famille en Afrique de l'Ouest et du Centre, UNICEF, 2015



création d'emplois. Les deux derniers piliers sont étroitement liés à l'objectif du développement durable 2<sup>5</sup> (ODD2).

9. Les plans et politiques de développement sectoriels comprennent la Politique nationale révisée sur la sécurité alimentaire et la nutrition (2013-2025) ; le programme national de développement rural (2016-2020) ; le Plan national de coordination et de relèvement en cas d'urgence et d'organisation - Pilier de la sécurité alimentaire (PNOCSUR, 2013-2018) ; le plan stratégique multisectoriel sur la nutrition (2017-2020) ; la politique nationale de protection sociale (2013-2023); la politique nationale sur le genre (2009-2019) ; la politique sectorielle de l'éducation au Burkina Faso (2014-2023) ; le plan stratégique national sur le VIH / sida (2016-2020) et le plan d'urgence pour le développement de la région du Sahel (2017-2020).
10. Le genre occupe une place importante dans l'atteinte des objectifs du PNDES. L'objectif Stratégique 2.4. Promouvoir l'emploi décent et la protection sociale sont garantis à tous et particulièrement pour les jeunes et les femmes. Output 2.4.2 s'intitule « les inégalités sociales et de genre sont réduites et la femme est promue comme acteur dynamique du développement ». L'élaboration du PNDES a été participative et inclusive, par l'implication effective de toutes les parties prenantes au développement économique et social, au plan national et régional. La réduction des inégalités sociales, régionales et la solidarité nationale seront le fil conducteur déterminant, pour assurer l'équité intra et intergénérationnelle, la prise en compte du genre, ainsi que la prise en compte des spécificités régionales par la valorisation de leurs potentialités, pour plus d'équité spatiale et de paix sociale.<sup>6</sup>
11. Dans le cadre du processus 2017 de priorisation de l'accélération d'intégration et du soutien aux politiques, le Burkina Faso a priorisé les objectifs de développement durable 1, 2, 4, 5, 10 et 15.
12. Le PAM renforce ses capacités et travaille sur des axes tels que la responsabilité et la gestion axée sur les résultats ; la surveillance par le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports ; les ressources humaines et financières ; la capacité et la compétence du personnel dans le domaine de l'alimentaire et la nutrition scolaire ; ainsi que la cohérence / coordination et la gestion des connaissances.
13. Les principaux bailleurs gouvernementaux du PAM, au Burkina Faso sont le Canada, ECHO, le Japon, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique et la France.

### **3.2. Sujet de l'évaluation**

1. Financé par Cartier Philanthropy, le « projet lait » du PAM au Burkina Faso vise à stimuler l'économie locale tout en améliorant la nutrition des écoliers. En intégrant des yaourts produits localement dans le panier alimentaire fourni aux écoliers tout au long de l'année scolaire, le PAM encourage la consommation d'un produit alimentaire nutritif conforme à leurs habitudes alimentaires.

---

<sup>5</sup> ODD : Objectif du Développement Durable

<sup>6</sup> Source : Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020

2. Suite à une phase pilote de deux ans (Mai 2015 – Mars 2017), le projet courant à une durée totale de trois années scolaires (de 2017-2018 à 2019-2020). Les bénéficiaires directs sont les écoliers et tous les membres de la communauté impliqués dans la chaîne de valeur du lait : producteurs de fourrage, éleveurs, collecteurs de lait, transformateurs de lait (exclusivement des femmes), livreurs.
3. Les principaux résultats attendus du projet sont :
  - I. **Achat de yaourt de qualité** destiné aux écoliers des provinces de Soum et de Seno (région du Sahel)
  - II. **Autonomisation des femmes** : renforcement de la capacité de production technique des deux unités de traitement du lait nouvellement recrutées dans la province de Soum.
  - III. **Chaîne de valeur du lait** : renforcement des capacités techniques des éleveurs et des collecteurs de lait dans les provinces de Soum et de Seno.
  - IV. **Reproduction par le gouvernement** : le gouvernement et les autres parties prenantes sont informés et informés de l'évolution du projet, ce qui contribue à sa réplication.
4. Les activités menées pendant la première année de mise en œuvre (année scolaire 2017- 2018) sont :
  - a) **Assurance qualité et inspection des produits laitiers.** Cette activité est mise en œuvre avec les deux unités de transformation du lait (UTL) de Dori (province du Séno) sélectionnées au cours de la première phase du projet. Elle vise à garantir la qualité du produit laitier distribué aux écoliers.
  - b) **Achat et distribution de yaourt dans les écoles.** Le PAM achète du yaourt fabriqué localement pour les écoliers fréquentant 28 écoles à Dori. Le yaourt est acheté avec les deux UTL de Dori sélectionnées au cours de la première phase du projet, Kossam N'ai Bodedji et Kossam Saye Seno. La chaîne d'approvisionnement et les procédures de distribution comprennent la livraison de yaourt (30 minutes avant les pauses) dans des véhicules à trois roues spécialement équipés, l'application de bonnes pratiques d'hygiène (lavage des mains au savon) et la distribution de 250 grammes de yaourt aux enfants dans un gobelet en plastique recouvert. Au cours de l'année scolaire 2017/2018, le PAM a acheté et distribué 76,78 tonnes de yaourt produit localement à un total de 5 865 enfants, dont 51% de filles.
  - c) **Formation technique et renforcement des capacités des membres de la MPU.** Cette activité implique à la fois les membres des UTL déjà partenaires du PAM à Dori (province de Seno) et les membres de deux nouvelles UTL situées à Djibo (province de Soum). Les sujets des formations incluent les normes de qualité du PAM, les bonnes pratiques d'hygiène, les pratiques de fabrication, le contrôle de la qualité, la gestion de la chaîne du froid et le transport des produits sensibles. En collaboration avec le laboratoire national de la santé publique, les membres des nouvelles unités de gestion du

programme à Djibo ont reçu une formation sur le contrôle de la qualité du lait cru, du lait pasteurisé et du yaourt dans le contexte local.

**d) Accès aux marchés structurés et au crédit.** Le PAM a mis en relation les UTL avec de plus grands acheteurs à niveau national. En août 2018, deux supermarchés à Ouagadougou ont effectué des tests de vente de yaourts produits à Dori.

5. Pendant la première année du projet, le montant total des fonds donnés par Cartier Philanthropy pour le projet a été de USD 450,000.

## 4. Approche de l'évaluation

### 4.1. Champ

1. L'Évaluation du « Projet Lait » porte exclusivement sur les activités de la cantine scolaire au profit des enfants d'âge scolaire qui reçoivent des repas pour accroître l'accès équitable à l'éducation<sup>7</sup>. Les activités de la cantine scolaire sont menées au sein du Interim Country Strategic Plan (ICSP) en 2018 et dans le Country Strategic Plan 2019-2023. Au paravent les activités de la cantine étaient réalisées au niveau du *Country Programme* 200163 entre 2011 et 2017.
2. Les activités du PAM au Burkina Faso dans la période 2018-2020 qui seront couvertes par l'évaluation incluent :
  1. *Activité 3 du Interim Country Strategic Plan (ICSP 2018): Provide food assistance to targeted primary children including take home ration to girls that will be beneficial to their households*
  2. *Activité 2 du Country Strategic Plan (CSP 2019-2023): Provide school meals to vulnerable children during the school year, including take home rations for girls*
3. Pour tous les détails, voir les documents des projets du ICSP 2018 et du CSP 2019-2023 [ici](#).

### 4.2. Critères d'évaluation et Questions

4. **Critères d'évaluation :** L'évaluation appliquera les critères d'évaluation internationaux de pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité.<sup>8</sup> L'égalité des sexes devra être considérée tout au long de l'exercice d'évaluation.
5. **Questions d'évaluation :** Alliées aux critères d'évaluation, l'évaluation abordera les questions importantes suivantes, qui seront ensuite davantage développées par l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage. Collectivement, les questions ont pour but de souligner les leçons clés et la performance du projet qui pourraient renseigner les futures décisions opérationnelles stratégiques et opérationnelles.

---

<sup>7</sup> School-aged children receive school meals to increase equitable access to education

<sup>8</sup> For more detail see: <http://www.oecd.org/dac/revue/dacriteriaforevaluatingdevelopmentassistance.htm> and <http://www.alnap.org/what-we-do/revue/eha>

6. L'évaluation devra analyser comment les objectifs liés à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (GEEW<sup>9</sup>) du PAM et du système des Nations Unies ainsi que les principes d'intégration GEEW ont été pris en compte dans la conception de l'intervention. Les dimensions GEEW doivent être intégrées dans tous les critères d'évaluation.

**Tableau 2 : Critères et questions d'évaluation**

<b>Critères</b>	<b>Questions d'évaluation</b>
<b>Pertinence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans quelle mesure la conception du projet était-elle adaptée au contexte plus large ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure le projet répond-il aux besoins des groupes les plus vulnérables (hommes et femmes, garçons et filles) ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure le projet répond-il aux besoins du gouvernement ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure le projet est-il aligné sur les politiques et priorités du PAM, des partenaires, des agences des Nations Unies et des donateurs ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure le projet était-il basé sur une analyse de genre solide ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure la conception et la mise en œuvre du projet étaient-elles sensibles au genre ?</li> </ul>
<b>Efficacité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans quelle mesure les résultats du projet sont-ils atteints ? et quels étaient les principaux facteurs influençant la réalisation ou non des résultats ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure le projet a-t-il produit des résultats pour les hommes et les femmes, les garçons et les filles ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure l'atteinte des résultats menant vraisemblablement à l'atteinte des objectifs du projet ? Quels ont été les principaux facteurs qui ont influencé cela ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure le projet a-t-il été coût-efficace ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure les normes d'assistance pertinentes ont-elles été respectées ?</li> </ul>
<b>Efficience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le projet a-t-il été coût-efficace ?</li> <li>➤ Le projet a-t-il été mis en œuvre dans les délais ?</li> <li>➤ Le projet a-t-il été mis en œuvre de la manière la plus efficace par rapport aux alternatives ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure les ressources ont-elles été allouées efficacement ?</li> </ul>
<b>Impact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans quelle mesure l'introduction du yaourt dans les cantines scolaires contribue à l'amélioration de performances scolaires des élèves bénéficiaires ?</li> </ul>

<sup>9</sup> GEEW: Gender equality and empowerment of women

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans quelle mesure le projet a un impact économique au niveau des unités de transformation du lait et chez les petits éleveurs ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure le projet a un impact dans le domaine de l'autonomisation de femmes ?</li> <li>➤ Dans quel mesure le projet a un impact sur la création d'emploi localement (étude qualitative) ?</li> <li>➤ Une partie spécifique du projet a-t-elle eu un impact plus grand qu'une autre ?</li> <li>➤ Y a-t-il eu des effets inattendus (positifs ou négatifs) sur les bénéficiaires et les non-bénéficiaires du projet ?</li> </ul>
<b>Durabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les mesures de durabilité ont-ils été prises en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet ?</li> <li>➤ Dans quelle mesure est-il probable que les avantages du projet se poursuivront après la fin des travaux du PAM ?</li> <li>➤ Le projet a-t-il eu une incidence sur les relations de genre à moyen ou à long terme ?</li> </ul>

### 4.3. Disponibilité des données

1. Les sources de données qui seront exploitées pour les évaluations sont : les *Standard Project Reports* du PAM (SPRs), la base de données de suivi COMET, les données des *Post-Distribution Monitoring* (PDM) et *Food Security Outcome Monitoring* (FSOM), les rapports des partenaires de mise en œuvre, et tous les rapports et études ad hoc qui intègrent la dimension alimentation scolaire.
2. Ces données sont principalement produites par le PAM. Les informations issues des données secondaires seront aussi exploitées. Ces données secondaires seront collectées auprès des différents partenaires du PAM (Gouvernement, SNU<sup>10</sup>, ONG<sup>11</sup> locales ou internationales)
3. En ce qui concerne la qualité des données et des informations, l'équipe d'évaluation devrait :
  - Évaluer la disponibilité et la fiabilité des données dans le cadre de la phase de démarrage en s'appuyant sur les informations fournies dans la section 4.3. Cette revue renseignera la méthodologie de collecte des données ;
  - Vérifier de façon systématique l'exactitude, la constance et la validité des données collectées et des informations, et reconnaître toute limitation/ mise en garde pour tirer des conclusions utilisant les données.
4. L'évaluation pourra bénéficier des leçons apprises dans le contexte des évaluations précédentes les plus pertinentes, notamment,
  - L'évaluation décentralisée thématique sur les questions sexo-spécifiques dans les interventions du PAM au Burkina Faso (2019, en cours)

<sup>10</sup> SNU : Système des Nations Unies

<sup>11</sup> ONG : Organisation Non Gouvernementale

- L'évaluation finale de l'initiative « Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) (2017)
- La Synthèse des évaluations des opérations du PAM dans la Région Afrique de l'Ouest et Centrale (2013-2017)
- Évaluation stratégique Initiative pilote 2008-2013 du PAM pour l'achat de progrès (2014)
- L'évaluation de l'opération d'urgence régionale 200438 pour l'assistance aux réfugiés maliens (2014)
- L'évaluation à mi-parcours de l'opération Burkina Faso CP 200163 (2014)
- Étude genre et marchés qui conduit au Burkina Faso à la demande de l'équipe régionale VAM (2016)

#### **4.4. Méthodologie**

1. La méthodologie sera conçue par l'équipe d'évaluation. Elle devrait :
  - Employer les critères d'évaluation pertinents ci-dessus : pertinence, efficacité, impact, efficience et durabilité.
  - Démontrer l'impartialité et l'absence de prises de partie en s'appuyant sur des sources d'informations croisées (groupes de participants, y compris les bénéficiaires, etc.) La sélection de sites de visites de terrain devra aussi démontrer l'impartialité.
  - Utiliser des méthodes mixtes (quantitative, qualitative, participative, etc.) pour assurer le croisement des informations par une variété de moyens.
  - Appliquer une matrice d'évaluation tournée vers les réponses aux questions d'évaluation importantes, en prenant en compte les défis de disponibilité des données, le budget et les contraintes de calendrier ;
  - S'assurer au cours de l'utilisation des méthodes mixtes que les femmes, filles, hommes et garçons de différents groupes de participants prennent part et que leurs différentes voix soient entendues et utilisées ;
  - Tenir compte des risques sécuritaires dans sa globalité et particulièrement dans la région du Sahel. Déterminer les facteurs d'atténuation de ces risques afin d'avoir des résultats probants et appréciables de l'évaluation.
2. La méthodologie devrait prendre en compte les problématiques liées à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, indiquant quelles méthodes de collecte de données sont employées pour rechercher des informations sur les questions relatives au genre et pour assurer l'inclusion des femmes et des groupes marginalisés. La méthodologie devrait s'assurer que les données collectées sont ventilées par sexe et par âge ; une explication devrait être fournie si cela n'est pas possible. La triangulation des données devrait permettre d'entendre et de tenir compte des diverses opinions et voix des hommes et des femmes.
3. Il sera trop tard après le travail sur le terrain pour s'assurer que la collecte et l'analyse des données prennent en compte les problématiques liées à l'égalité des sexes et

l'autonomisation des femmes ; l'équipe d'évaluation doit donc disposer d'un plan clair et détaillé pour recueillir des données auprès des femmes et des hommes en tenant compte des spécificités des différents groupes avant le début du travail sur le terrain.

4. Les résultats, conclusions et recommandations de l'évaluation doivent refléter l'analyse comparative entre les sexes, et le rapport devrait offrir des leçons, défis et recommandations pour mener une évaluation sexospécifique à l'avenir.
5. Les processus suivants pour assurer l'indépendance et l'impartialité seront employés : l'utilisation d'un Comité interne d'évaluation, l'établissement d'un Groupe de Référence d'évaluation (comprenant des partenaires externes), et la conduite de l'évaluation par une équipe des consultants externes.

#### **4.5. Assurer la qualité**

6. Le Système d'Assurance Qualité pour les Evaluations Décentralisées (DEQAS) du PAM définit les standards qualité attendue de cette évaluation et détaille des processus avec des étapes intégrées pour l'Assurance Qualité, les Modèles pour les produits d'évaluation et les Listes de Vérification pour leur révision. Le DEQAS est aligné de près sur le système d'assurance qualité des évaluations du PAM (EQAS) et est basé sur les normes du Groupe des Nations Unies (UNEG) et les standards de meilleure pratique de la communauté internationale d'évaluation, et a pour but de s'assurer que le processus et les produits de l'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques.
7. Le DEQAS sera systématiquement appliqué à cette évaluation. Le Responsable de l'évaluation du PAM sera responsable de s'assurer des progrès de l'évaluation selon le Guide du Processus Etape par Etape DEQAS et de conduire un contrôle qualité rigoureux des produits d'évaluation avant leur finalisation.
8. Le PAM a développé un ensemble de Liste de Vérification d'Assurance Qualité pour ses évaluations décentralisées. Cela inclut des Listes de Vérification pour les commentaires sur la qualité de chacun des produits de l'évaluation. La Liste de Vérification sera appliquée à chaque étape, pour assurer la qualité du processus et des résultats de l'évaluation.
9. De plus, pour améliorer la qualité et la crédibilité de cette évaluation, un réviseur externe géré directement par le Bureau d'Evaluation du PAM au Siège fournira une revue des ébauches de rapport de démarrage et d'évaluation (en plus des ébauches des TDR), et apportera :
  - a. Des commentaires systématiques depuis le point de vue de l'évaluation, sur la qualité des ébauches de rapports de démarrage et d'évaluation ;
  - b. Des recommandations sur la façon d'améliorer la qualité des rapports finaux de démarrage et d'évaluation.
10. Le gestionnaire de l'évaluation réalisera une revue des commentaires et recommandations du QS et la partagera avec le chef d'équipe, lequel est sensé l'utiliser pour finaliser le rapport de démarrage/évaluation. Afin d'assurer la transparence et la crédibilité du processus en ligne avec les normes et standards

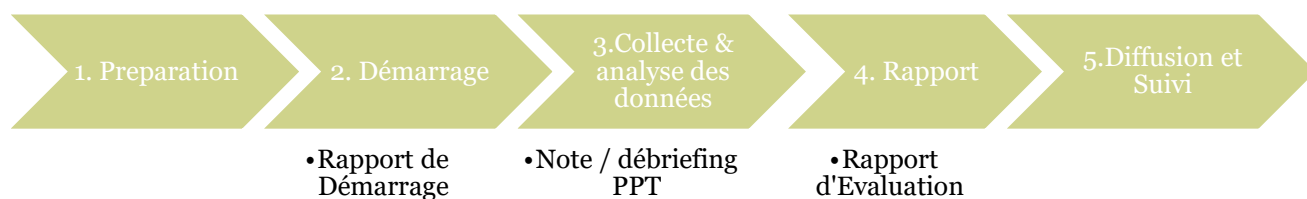
d'UNEG<sup>12</sup>, des explications logiques doivent être apportées pour toute recommandation qui ne soit pas prise en compte par l'équipe d'évaluation lors de la finalisation du rapport.

11. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les points de vue et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais assure que le rapport fournit les preuves (données) nécessaires de façon claire et convaincante, et tire ses conclusions sur cette base.
12. Il sera demandé à l'équipe d'évaluation de s'assurer de la qualité des données (validité, constance et exactitude) pendant les phases analytiques et de compte-rendu. L'équipe d'évaluation devrait être assurée de l'accessibilité à toute la documentation pertinente au sein des dispositions de la directive sur la divulgation d'informations. Cela est disponible dans la Directive du PAM (#CP2010/001) sur la Divulgation d'Informations.
13. La qualité de toutes les évaluations achevées sera évaluée de manière indépendante à travers un processus géré par OEV. Les résultats seront publiés en même temps que les rapports d'évaluation.

## 5. Phases et Produits à Délivrer

1. L'évaluation aura lieu selon la séquence suivante, présentant les produits à délivrer selon l'échelle de temps ci-dessous :

### Illustration 1 : Carte du résumé du processus



2. **Phase de préparation (décembre 2018 – mars 2019)** : Le responsable de l'évaluation du bureau pays conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence et sélectionnera la société (ou les consultants), avec l'accord de Cartier Philanthropy, chargée de gérer et mener l'évaluation.
3. **Phase de démarrage (avril-septembre 2019)** : cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en s'assurant qu'elle ait une bonne compréhension des attentes de cette

---

<sup>12</sup> UNEG 2016 Normes et Standards, Norme #7 affirme "que la transparence est un élément essentiel qui établit et crée confiance, favorise l'inclusion des parties prenantes et augmente le rendement de comptes public ».



évaluation et qu'elle dispose d'un plan précis pour la conduire. Cette phase inclura une revue documentaire des données secondaires et des premiers échanges avec les principales parties prenantes et une mission de démarrage d'une semaine au Burkina Faso entre juin et août 2019.

Produit attendu : Rapport de démarrage. Il indiquera de manière détaillée comment l'équipe prévoit de mener l'évaluation, l'accent étant mis sur les aspects liés à la méthodologie et à la planification. Il présentera une analyse du contexte et de l'opération, la méthode d'évaluation, articulée autour d'une étude approfondie des possibilités d'évaluation et des parties prenantes, une matrice d'évaluation, un descriptif de la technique d'échantillonnage et des outils de collecte des données. Il présentera en outre la répartition des tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un échéancier détaillé que les parties prenantes pourront consulter. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le descriptif du contenu du rapport de démarrage. La version préliminaire du rapport sera soumise au service externe de soutien de qualité indépendant. Une version révisée sera ensuite soumise au Groupe de Référence de l'Évaluation pour formuler des observations avant d'être soumis au Comité Interne d'Évaluation pour approbation. Les commentaires des parties prenantes seront enregistrés dans une matrice par le responsable de l'évaluation et transmis à l'équipe d'évaluation pour examen avant finalisation du rapport de démarrage.

- 4. Phase de collection des données (octobre 2019)** : le travail sur le terrain se déroulera sur trois semaines et comprendra des visites sur les sites des projets et la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Deux sessions de compte rendu seront organisées une fois terminées les activités sur le terrain. La 1<sup>ère</sup> sera interne et impliquera le bureau pays du PAM et les collègues concernés au bureau régional et au siège seront invités à participer en téléconférence. La deuxième session verra la participation des parties prenantes extérieures.

Produit attendu : Exposé de restitution. L'équipe d'évaluation fera une présentation sous forme de diaporama PowerPoint des constatations et des conclusions préliminaires. Il sera établi pour appuyer le compte rendu durant les séances de restitution interne et externe en fin de mission.

- 5. Phase d'analyse et rapport (novembre 2019 - février 2020)** : le cabinet d'évaluation analysera les données collectées lors de la revue documentaire et du travail sur le terrain, conduira des consultations supplémentaires avec les parties prenantes, selon les besoins, et rédigera le projet de rapport d'évaluation. Celui-ci sera soumis au gestionnaire de l'évaluation à des fins d'assurance qualité.

Produit attendu : Rapport d'évaluation. Le rapport d'évaluation sous format Word présentera les constatations, les conclusions et les recommandations issues de l'évaluation. Le rapport sera concis et établi selon le modèle de rapport du PAM pour les évaluations décentralisées. Les constatations devraient se fonder sur des données factuelles et se rapporter aux questions d'évaluation posées. Les résultats, les recommandations et les conclusions devront refléter une analyse de l'égalité entre les sexes. Les données seront ventilées par sexe, et par âge et analyseront les écarts

constatés entre hommes et femmes ; filles et garçons dans la mise en œuvre du projet, les constatations et les conclusions mettront en évidence, le cas échéant, les écarts observés au niveau de la performance et des résultats de l'opération pour les différents groupes de bénéficiaires. Le rapport devrait suivre une cohérence logique conduisant les constatations aux conclusions et les conclusions aux recommandations. Les recommandations seront limitées en nombre, applicables et ciblées sur les utilisateurs pertinents. Elles constitueront la base de la réponse de la direction du PAM au contenu de l'évaluation. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le descriptif du contenu du rapport d'évaluation et les modèles de présentation des effets directs et produits. La version préliminaire du rapport sera soumise au service externe de soutien de qualité indépendant pour commentaires ; une version révisée sera ensuite soumise au Groupe de Référence de l'Evaluation pour commentaires avant d'être soumis au Comité Interne d'Evaluation pour approbation. Les commentaires des parties prenantes seront enregistrés dans une matrice par le responsable de l'évaluation et transmis à l'équipe d'évaluation pour examen avant finalisation du rapport de démarrage.

6. **Phase de diffusion et suivi (à partir de mars 2020)** : Le bureau de pays préparera une réponse de la direction détaillant les mesures qui seront prises pour faire suite à chaque recommandation accompagnée d'un échéancier. Le bureau régional coordonnera la réponse de la direction du PAM aux recommandations formulées lors de l'évaluation et suivra la mise en œuvre de ces mesures. Le Bureau de l'évaluation du siège soumettra aussi le rapport d'évaluation à un examen de la qualité à posteriori réalisé par un cabinet extérieur, qui rendra compte en toute indépendance de la qualité, de la crédibilité et de l'utilité de l'évaluation à la lumière des règles et normes en vigueur dans ce domaine.
7. **Notes sur les produits attendus** : L'équipe d'évaluation devra rédiger des rapports de très haute qualité, fondés sur des données factuelles et dépourvus d'erreurs. Le cabinet chargé de l'évaluation sera responsable en dernier ressort de la ponctualité et de la qualité des produits. Si les normes attendues ne sont pas atteintes, il devra, à ses propres frais, procéder aux ajustements nécessaires pour porter les produits d'évaluation au niveau de qualité requis.
8. Tous les documents relatifs à l'évaluation (Termes de référence (TDR), rapport de démarrage, présentation PowerPoint, rapport d'évaluation et matrice des recommandations) devront être écrits en français et suivre les modèles de Système d'assurance qualité des évaluations décentralisées (DEQAS). Les TDR, le rapport d'évaluation et la matrice de réponses aux recommandations seront accessibles au public et pourront être consultés sur le site web du PAM ([wfp.org/evaluation](http://wfp.org/evaluation)). Les autres produits de l'évaluation seront à usage interne. L'exécutive summary sera traduit en anglais.
9. Voir le calendrier d'évaluation en Annexe 2 – Calendrier de l'évaluation pour plus d'informations.

## 6. Organisation de l'évaluation et questions d'éthique

### 6.1. Conduite de l'évaluation

1. L'équipe d'évaluation réalisera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en communication rapprochée avec le Responsable de l'évaluation Pie OUATTARA. L'équipe sera embauchée à la suite de l'accord avec le PAM sur sa composition.
2. L'équipe d'évaluation n'aura pas été impliquée dans la conception ou la mise en œuvre du sujet de l'évaluation ou n'aura pas d'autre conflit d'intérêt. De plus, l'équipe agira de façon impartiale et respectera le [code de conduite de la profession d'évaluation](#).

### 6.2. Composition et Compétences de l'équipe

1. On s'attend à ce que l'équipe d'évaluation inclue de 2 à 4 membres, y compris le chef d'équipe. Un mix d'évaluateurs nationaux et internationaux sera requis. Dans la mesure du possible, l'évaluation sera conduite par une équipe mixte, de divers horizons géographiques et culturels, ayant les compétences appropriées pour évaluer les dimensions sexo-spécifiques du sujet spécifiées dans les sections sur la portée de l'évaluation, d'approche et de méthodologie des TDR. Au moins un membre de l'équipe devrait avoir une expérience avec le PAM.
2. L'équipe sera multidisciplinaire et comprendra des membres qui ensemble, formeront un équilibre d'expertise et de connaissances pratiques dans les zones suivantes :
  - **L'alimentation scolaire et politiques d'alimentation,**
  - **La sécurité alimentaire,**
  - **L'éducation,**
  - **La prise en charge alimentaire et nutritionnelle,**
  - **Les interventions humanitaires et de développement,**
  - **Les questions sexo-spécifiques,**
  - **L'analyse de la chaine d'approvisionnement,**
  - **Le circuit global de l'activité: production, collecte, la chaine de transformation du lait et la commercialisation du yaourt.**
3. Tous les membres de l'équipe devraient avoir des compétences analytiques et de communication forte, une expérience en matière d'évaluation et une familiarité avec le Burkina Faso ou la région du Sahel.
4. Les membres de l'équipe devraient être capables de communiquer clairement verbalement et par écrit en français. Le(s) consultant(s) nationaux devront idéalement maîtriser le Morée, le Dioula et le Fulfulde. Sinon des interprètes avec des fortes qualifications devraient être recrutés pour assister les évaluateurs.
5. Le Chef d'Equipe aura une expertise technique dans l'une des zones techniques listées ci-dessus, ainsi qu'une expertise dans la conception de méthodologie et avec les outils

de collecte de données, et une expérience prouvée dans la conduite d'évaluations similaires. Elle/Il aura aussi des compétences de *leadership*, des compétences analytiques et de communication, y compris un bilan ultérieur d'excellentes compétences écrites en Français et en compétences de présentation.

6. Ses responsabilités primaires seront : i) définir l'approche de l'évaluation et la méthodologie ; ii) guider et gérer l'équipe ; iii) mener la mission d'évaluation et représenter l'équipe d'évaluation ; iv) ébaucher et réviser, si nécessaire, le rapport de démarrage, la présentation du débriefing de fin du travail sur le terrain (c.à.d. sortie) et le rapport d'évaluation en conformité avec le DEQAS.
7. Les membres de l'équipe formeront ensemble une combinaison complémentaire d'expertise technique nécessaire, et auront des performances ultérieures de travail écrit sur des affectations similaires.
8. Les membres de l'équipe : i) contribueront à la méthodologie dans la partie de leur zone d'expertise basée sur une révision de documents ; ii) mèneront des travaux sur le terrain ; iii) participeront aux réunions d'équipe et aux réunions avec les participants ; iv) contribueront à l'ébauche et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) zone(s) d'expertise.

### **6.3. Considérations de Sécurité**

1. Une habilitation de sécurité si nécessaire doit être obtenue du système du Département des Nations Unies de Sûreté et de Sécurité (UNDSS).
2. En tant que « fournisseur indépendant » de services d'évaluation pour le PAM, la société d'évaluation est responsable de s'assurer de la sécurité de toutes les personnes embauchées, y compris les arrangements adéquats en cas d'évacuation médicale ou à cause de la situation. Les consultants embauchés par la société d'évaluation ne sont pas couverts par l'UNDSS pour le personnel des Nations Unies.
3. Cependant, pour éviter tout incident de sécurité, le Gestionnaire de l'évaluation doit s'assurer que :
  - Le Bureau de Pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès de l'Agent de Sécurité à l'arrivée dans le pays, et organise un briefing de sécurité pour qu'ils aient une idée de la situation sécuritaire sur le terrain.
  - Les membres de l'équipe observent les règles de sécurité des Nations Unies applicables et les réglementations – par ex., les couvre-feux, etc.

### **6.4. Ethique**

1. Les évaluations décentralisées du PAM doivent être conformes aux standards et aux normes éthiques du PAM et du [Groupe des Nations Unies pour l'évaluation \(UNEG\)](#). L'équipe d'évaluation est responsable de protéger et d'assurer le respect des normes d'éthique à chaque étape du processus d'évaluation. Ceci comprend, mais n'est pas limité à, assurer le consentement éclairé, protéger la vie privée, la confidentialité et l'anonymat des participants, assurer le respect de la culture et l'autonomie de ceux-ci, garantir un système de sélection équitable (tenant compte des femmes et des

groupes socialement exclus) et enfin assurer que l'évaluation n'aie aucun effet néfaste sur les participants ou leurs communautés.

2. L'équipe d'évaluation est responsable de la gestion de tout risque potentiel lié à l'éthique et devra mettre en place en consultation avec le gestionnaire de l'évaluation des procédures visant à identifier, référer et résoudre toute question d'ordre éthique susceptible de survenir durant la mise en œuvre de l'évaluation. Dans certains cas, des autorisations éthiques appropriées doivent être obtenues auprès des autorités locales et institutionnelles.

## **7. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes**

### **1. Le Bureau Pays du Pam au Burkina Faso :**

**a- Le Management du BP (Directeur ou Directeur Adjoint) aura la responsabilité de :**

- Assigner un Responsable d'évaluation : Pie OUATTARA, Chargé Suivi et Evaluation.
- Composer le Comité Interne d'Evaluation interne et le groupe de référence d'évaluation (voir ci-dessous).
- Approuver les TDR finaux, et les rapports de démarrage et d'évaluation.
- S'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation à toutes les étapes, y compris l'établissement d'un Comité Interne d'Evaluation et d'un Groupe de Référence (voir ci-dessous et la [NT sur l'Indépendance et l'Impartialité](#)).
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et le sujet d'évaluation, sa performance et ses résultats, avec le Responsable de l'évaluation et l'équipe d'évaluation.
- Organiser et participer à deux débriefings séparés, un interne et un avec les participants externes.
- Superviser la diffusion et les processus de suivi, y compris la préparation de la Réponse du Management aux recommandations de l'évaluation.

**b- Responsable de l'évaluation :**

- Gère le processus d'évaluation au cours de toutes les phases, y compris l'ébauche de ces TDR.
- S'assure que les processus d'assurance qualité sont opérationnels.
- Consolide et partage les commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de démarrage et d'évaluation avec l'équipe d'évaluation.
- S'assure de l'utilisation des processus d'assurance qualité (listes de vérification, aide qualité).
- S'assure que l'équipe ait accès à toute la documentation et à toutes les informations nécessaires pour l'évaluation ; facilite les contacts de l'équipe avec les participants locaux ; organise les réunions, les visites de terrain ; fournit un soutien logistique pendant le travail de terrain ; et organise l'embauche d'un interprète, si nécessaire.

- Organise des briefings sécurité pour l'équipe d'évaluation et fournit tous les matériaux requis.
- c- Un Comité Interne d'Évaluation** a été formé pour s'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation. Il sera composé par le Directeur du BP, le Chef de Programme, le gestionnaire d'évaluation et le chargé régional d'évaluation. Les rôles et responsabilités clés comprennent les décisions par rapport à l'approbation de la composition de l'équipe d'évaluation et l'approbation finale des produits de l'évaluation, parmi autres. La liste de membres est disponible dans l'Annexe 3.
2. **Un Groupe de Référence de l'évaluation (GRE)** a été formé avec une représentation d'experts techniques et d'expérience dans le domaine de l'alimentaire scolaire. Le groupe de référence de l'évaluation sera constitué par le Gouvernement du Burkina Faso, les acteurs de développement locaux et internationaux, les ONGs, les donateurs, les agences du système des Nations Unies. Le groupe de référence de l'évaluation révisera les produits de l'évaluation afin de fournir une barrière de sécurité supplémentaire contre les prises de partie et les influences. La liste de membres est disponible dans l'Annexe 4.
3. **Le Bureau Régional** prendra la responsabilité de :
- Conseiller le Responsable de l'Evaluation et fournir un appui technique durant le processus de l'évaluation.
  - Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et sur le sujet d'évaluation le cas échéant.
  - Fournir des commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de Démarrage et d'évaluation.
  - Soutenir la Réponse du Management à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.

Le Conseiller Régional d'Evaluation Filippo POMPILI accomplira la majeure partie des responsabilités listées ci-dessus. Toutefois, d'autres conseiller régionaux techniques sont susceptibles de participer au Groupe de Référence de l'évaluation et d'apporter des commentaires sur les différents produits si nécessaire.

4. **Les divisions appropriées du Siège du PAM** auront la responsabilité de :
- Discuter des stratégies, politiques ou systèmes du PAM dans leur aire de responsabilité et du sujet de l'évaluation.
  - Commenter sur les TDR de l'évaluation et l'ébauche de rapport.
5. **Les autres Participants (Gouvernement, ONGs, agences des Nations Unies)** feront partie du groupe de référence de l'évaluation ou seront impliqué dans les phase de collecte de données et diffusion.
6. **Le Bureau de l'Évaluation du PAM (OEV).** L'OEV par le biais du Conseiller Régional d'Évaluation conseillera le Responsable de l'évaluation et fournira un soutien au processus d'évaluation là où c'est nécessaire. Il est responsable de fournir l'accès à des processus de soutien de qualité indépendants pour revoir les ébauches de termes

de référence, rapports de démarrage et d'évaluation d'une perspective d'évaluation. Il assure également une fonction de bureau d'assistance sur demande du Bureau Régional.

## **8. Communication et budget**

### **8.1 Communication**

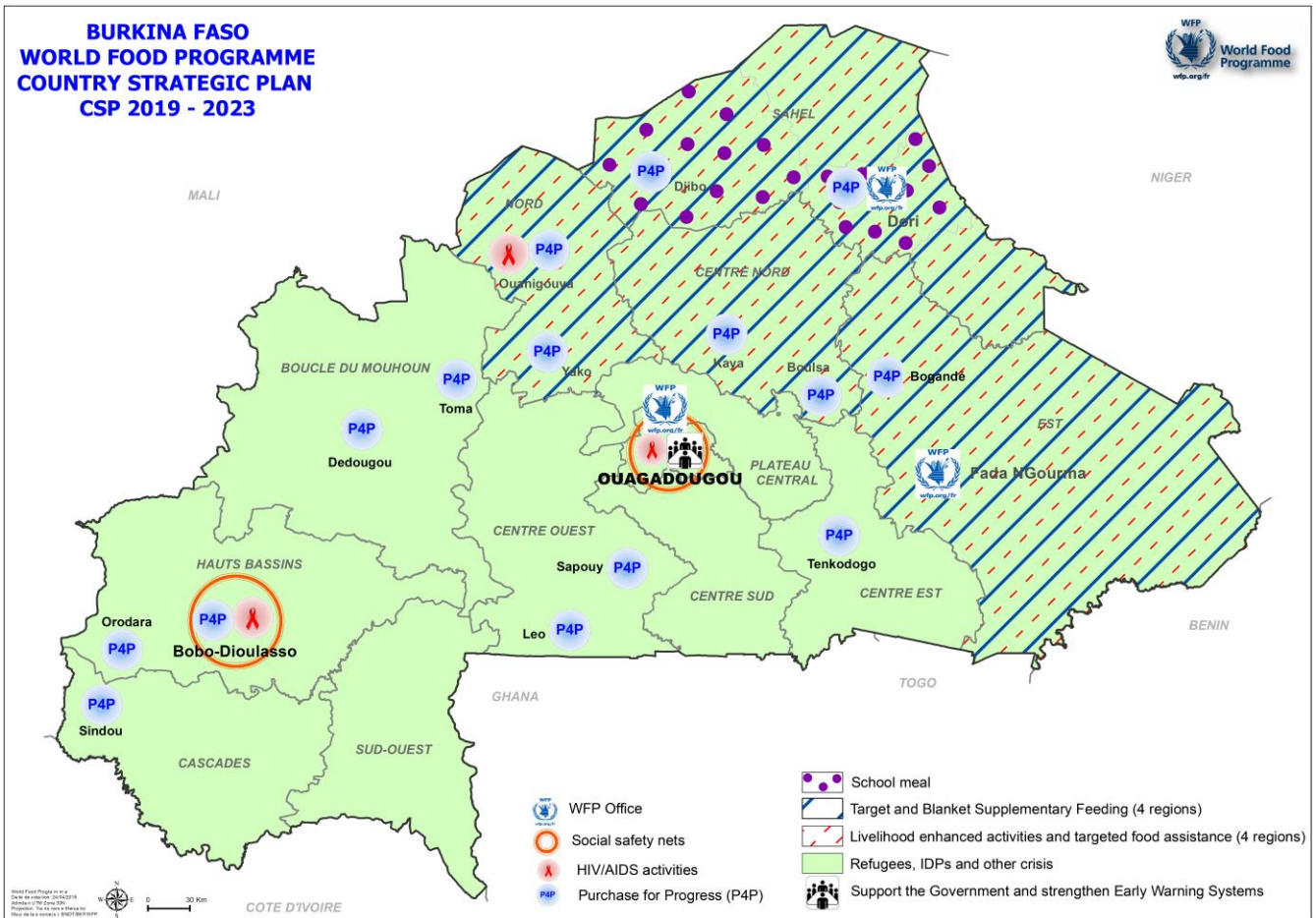
1. Pour améliorer l'apprentissage tiré de cette évaluation, l'équipe d'évaluation devrait mettre l'accent sur la transparence et les communications ouvertes avec les participants. Cela sera atteint en assurant un accord clair sur les chaînes et la fréquence des communications avec et entre les participants clés.
2. Le Plan de Communication et d'Apprentissage (Annexe 5) résume la stratégie de dissémination, indiquant la façon dont les résultats seront diffusés.
3. Dans le cadre des standards internationaux pour les évaluations, le PAM exige que toutes les évaluations soient rendues disponibles publiquement.

### **8.2. Budget**

1. Dans le but de cette évaluation, le PAM contractera un cabinet indépendant d'évaluation à travers une offre publique.
2. Le montant budgétaire final sera déterminé en fonction de l'option retenue pour contracter l'évaluation et des taux applicables au moment du contrat.
3. Le cabinet d'évaluation devra utiliser le [modèle de proposition pour les évaluations décentralisées](#) au PAM.
4. Les voyages internationaux, les moyens de subsistance, communications et les autres dépenses directes devraient être prises en compte dans le budget proposé par le cabinet d'évaluation.
5. Les coûts des déplacements à niveau local et l'organisation des réunions/atelier seront pris en charge par le PAM.

*Veillez envoyer toute question à Pie OUATTARA, Chargé Suivi et Evaluation PAM Burkina Faso, [pie.ouattara@wfp.org](mailto:pie.ouattara@wfp.org).*

# Annexe 1 Carte





## Annexe 2 Programme d'évaluation

	Phases, Produits à délivrer et Calendrier	Dates Clés provisoires
<b>Phase 1 - Préparation</b>		
	Etude documentaire, première ébauche des TDR et assurance qualité utilisant la Liste de Vérification pour les TDR	Décembre 2018
	Soumettre des TDR au service externalisé d'appui à la qualité (QS) des évaluations décentralisées	Mi-décembre 2018
	Révision des TDR sur la base des observations du service externalisé d'assurance qualité	Mi-décembre 2018
	Circulation des TDR pour revue par le GRE, BR et autres parties prenantes	Mi-décembre 2018 - mi-janvier 2019
	Révision des TDR sur la base des observations reçues	Mi-janvier 2019
	Soumettre les TDR au Comité Interne d'Evaluation pour approbation	Fin janvier 2019
	Partage des <b>TDR finaux</b> avec les participants dans un but informatif	Fin janvier 2019
	<b>Identification et recrutement de l'équipe d'évaluation</b>	Février-mars 2019
<b>Phase 2 - Démarrage (dates à définir avec l'équipe d'évaluation)</b>		
	Briefing du noyau de l'équipe	juin 2019
	Etude documentaire par l'équipe d'évaluation	juin 2019
	<b>Mission de démarrage de l'équipe d'évaluation dans le pays</b>	<b>une semaine entre juin-août 2019</b>
	Ebauche du rapport de démarrage, y compris la méthodologie produit par l'équipe d'évaluation	tbc
	Soumission de l'ébauche de rapport de démarrage au service externalisé d'appui à la qualité (QS) et assurance qualité par le Responsable de l'Evaluation	tbc
	Révision du rapport de démarrage par l'équipe d'évaluation sur la base des observations reçues	tbc
	Circulation de l'ébauche de rapport de démarrage pour revue au GRE, BR et autres parties prenantes	tbc
	Regrouper les observations (responsable de l'évaluation)	tbc
	Révision du rapport de démarrage par l'équipe d'évaluation sur la base des observations du GRE/BR	tbc
	Soumettre le Rapport de Démarrage Révisé au Comité Interne d'Evaluation pour approbation	<b>septembre 2019</b>
	<b>Partage du rapport de démarrage final avec les participants dans un but informatif</b>	<b>septembre 2019</b>
<b>Phase 3 - Collecte de Données</b>		
	Briefing de l'équipe dans le pays	7 octobre 2019
	<b>Travail de Terrain</b>	<b>7-29 octobre 2019</b>
	<b>Débriefing dans le pays</b>	29 octobre 2019

<b>Phase 4 - Analyse et Rapport</b>		
	Ebauche du Rapport d'évaluation	10 décembre 2019
	Soumettre l'ébauche de rapport d'évaluation au service externalisé QS et assurance qualité par le Responsable de l'Evaluation	11 décembre 2019
	Révision du rapport d'évaluation par l'équipe d'évaluation sur la base des observations reçues	13 janvier 2020
	Circulation de l'ébauche de rapport d'évaluation pour revue au GRE , BR et autres parties prenantes	13-27 janvier 2020
	Regrouper les observations (responsable évaluation)	28 janvier 2020
	Révision du rapport d'évaluation par l'équipe d'évaluation sur la base des observations du GRE/BR	11 février 2020
	Soumettre le Rapport d'évaluation Révisé au Comité Interne d'Evaluation pour approbation	12 février 2020
	<b>Partage du Rapport d'évaluation Final avec les participants</b>	<b>Février 2020</b>
<b>Phase 5 Diffusion et Suivi</b>		Jusqu'à 4 semaines
	Préparer la réponse de la direction	Mars 2020
	<b>Partage du Rapport d'évaluation Final et la Réponse de la direction avec le Bureau de l'Evaluation</b>	Avril 2020

### **Annexe 3 Membre du Comité Interne d'Evaluation**

Objectif et fonction : L'objectif général du Comité Interne d'Evaluation est d'assurer un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation (2016-2021). Pour y parvenir, il aidera le gestionnaire de l'évaluation tout au long du processus, en examinant les produits attendus de l'évaluation (termes de référence, rapport initial et rapport d'évaluation) et les soumettra pour approbation au directeur de pays qui présidera le comité.

Le Représentant du BP en tant que Président du Comité Interne d'Evaluation prendra des décisions sur des aspects clés de l'évaluation, notamment :

- Le budget, l'allocation des fonds et la sélection de l'équipe d'évaluation ;
- L'approbation des termes de référence, du rapport de démarrage et du rapport d'évaluation.

Composition du Comité :

- **David BULMAN** - Représentant du Bureau de Pays du PAM Burkina Faso (Président du comité)
- **Aurore RUSIGA** – Directrice Adjointe, PAM Burkina Faso
- **Pie OUATTARA** – Chargée de Suivi et Evaluation, PAM Burkina Faso (Responsable de l'Evaluation)
- **Bernadette TAPSOBA** – Chef de Programme, PAM Burkina Faso
- **Mahamane Badamassi** - P4P and Resilience coordinator
- **Esther Ouoba** – Communication
- **Filippo POMPILI** – Conseiller Régional d'Evaluation, PAM Bureau Régional à Dakar

## **Annexe 4 Membres du Groupe de référence de l'évaluation (GRE)**

Objectif et fonction : L'objectif général du Groupe de Référence de l'Evaluation (GRE) est de contribuer à l'exécution d'un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation (2016-2021). Le groupe de référence comprend des parties prenantes internes et externes au PAM.

Les membres du groupe de référence examinent la version provisoire des termes de référence, du rapport de démarrage et rapport d'évaluation et formulent des observations à leur sujet. Ils fournissent des conseils en leur qualité de spécialistes, mais n'assument aucune responsabilité en matière de gestion. L'approbation des produits de l'évaluation relève du Directeur de Pays, en sa qualité de Président du Comité d'Évaluation.

Composition du GRE :

### **PAM :**

- **David BULMAN** - Représentant du Bureau de Pays du PAM Burkina Faso (Président du GRE)
- **Aurore RUSIGA** – Directrice Adjointe, PAM Burkina Faso
- **Pie OUATTARA** – Chargée de Suivi et Evaluation, PAM Burkina Faso (Responsable de l'Evaluation)
- **Bernadette TAPSOBA** – Chef de Programme, PAM Burkina Faso
- **Mahamane BADAMASSI** –Coordinateur du P4P, PAM Burkina Faso
- **Olga Ninon** – Chargé de programme nutrition, PAM Burkina Faso
- **Jonas SOUBEIGA** – Chargé de programme CBT et Résilience, PAM Burkina Faso
- **Telesphore OUEDRAOGO** – Programme Associate VAM/M&E, PAM Burkina Faso
- **Saidou SAWADOGO** – Programme Assistant, Chargé de la cantine scolaire et des réfugiés, PAM Burkina Faso
- **Thomas-DAquin LAGEMVARE** – Head of Sub Office – School Feeding, PAM Burkina Faso
- **Djakaridja SAWADOGO** – Food technologist, PAM Burkina Faso
- **Fatoumata OUEDRAOGO** – Food technologist, PAM Burkina Faso
- **Filippo POMPILI** – Conseiller Régional d'Evaluation, PAM Bureau Régional à Dakar
- **Aline DORMESSON** - Private Partnership Officer, PAM siège à Rome

### **Cartier Philanthropy :**

### **Ministères :**

- Ministère l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
- Ministère de Ressource Animales
- Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques

- Ministère du Commerce
- Ministère de la Santé
- Ministère de la Femme de la Solidarité Nationale et de la Famille

**Agences onusiennes :**

- UNICEF
- PNUD
- UNFPA
- OMS
- UNHCR

**ONGs :**

- Catholic Relief Services
- Helen Keller International
- Action Contre la Faim
- Plan International
- World Vision
- SOS Enfants

**Autres donateurs :**

- Japon
- Canada
- République de Chine
- Luxembourg
- France

## Annexe 5 Plan de communication et apprentissage

<b>QUAND</b> <i>Phase d'évaluation</i>	<b>QUOI</b> <i>Produit de communication</i>	<b>A QUI</b> <i>Organisations ciblées ou individus/position</i>	<b>A quel niveau</b> <i>Niveau Organisationnel de communication</i>	<b>DE QUI</b> <i>Responsable du personnel du bureau avec nom / poste</i>	<b>COMMENT</b> <i>Moyens de communication</i>	<b>POURQUOI</b> <i>But de la communication</i>
<b>Planification</b> <i>novembre 2018</i>	Calendrier provisoire et portée de l'évaluation -	Contreparties gouvernementales, partenaires ONG, partenaires des Nations Unies, donateurs	Stratégique et Opérationnel	Directeur du bureau pays	Email	Pour confirmer l'intention d'apprendre / rendre compte des résultats sur le sujet
<b>Préparation</b> <i>decembre 2018 – mars 2019</i>	Ebauche des TDR	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Opérationnel/ Technique	Gestionnaire de l'évaluation	Email	Pour la revue et les commentaires sur les TDR
	TDR finaux	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Stratégique+ Opérationnel/ Technique	Directeur du bureau pays OU Gestionnaire de l'évaluation	Email + discussions durant des rencontres de coordination si nécessaire	Pour informer les parties prenantes du plan global, du but, de la portée et du calendrier de l'évaluation et de leurs rôles
<b>Démarrage</b> <i>avril -sept 2019</i>	Ebauche du rapport de démarrage	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Opérationnel/ technique	Gestionnaire de l'évaluation	Email	Pour la revue et les commentaires sur l'ébauche du rapport de démarrage
	Rapport de démarrage final	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Stratégique+ Opérationnel/ Technique	Directeur du bureau pays OU Gestionnaire de l'évaluation	Email + discussions durant des rencontres de coordination si nécessaire	Pour informer les parties prenantes du plan détaillé de l'évaluation, de leurs rôles et de leurs implications dans l'évaluation
<b>Collecte des données et analyse</b>	Présentation powerpoint	Parties prenantes clés à travers le	Technique/ opérationnel	Gestionnaire de l'évaluation	Email	Inviter les parties prenantes à la réunion de debriefing externe,

<b>QUAND</b>	<b>QUOI</b>	<b>A QUI</b>	<b>A quel niveau</b>	<b>DE QUI</b>	<b>COMMENT</b>	<b>POURQUOI</b>
<i>Phase d'évaluation</i>	<i>Produit de communication</i>	<i>Organisations ciblées ou individus/position</i>	<i>Niveau Organisationnel de communication</i>	<i>Responsable du personnel du bureau avec nom / poste</i>	<i>Moyens de communication</i>	<i>But de la communication</i>
<i>octobre 2019</i>		groupe de référence de l'évaluation (GRE)				pour discuter des résultats préliminaires
<b>Compte rendu</b> <i>Novembre 2019 – février 2020</i>	Ebauche du rapport d'évaluation	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence (GRE)	Niveaux techniques et managérial	Gestionnaire de l'évaluation au nom du comité de l'évaluation	Email	Demande de commenter l'ébauche du rapport
	Rapport final d'évaluation	- Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE) -Grand public	Tous les niveaux -Radios communautaires -Utilisateurs de wfp.org -Utilisateurs de sites partenaires	- Gestionnaire de l'évaluation +le chargé de programme -Point focal des organisations partenaires	Email -en postant le rapport sur <a href="http://www.wfp.org">www.wfp.org</a>	Pour informer toutes les parties prenantes du principal produit final de l'évaluation  Pour rendre le rapport disponible publiquement
<b>Diffusion et suivi</b> <i>Mars-avril 2020</i>	Ebauche de la réponse du de la direction aux recommandations de l'évaluation	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Niveau technique et managérial, dépendant du sujet de l'évaluation et leur responsabilité à prendre action	Gestionnaire de l'évaluation, au nom du comité d'évaluation	-Email	Pour communiquer les actions suggérées sur les recommandations et les commentaires formulés spécialement sur les actions exigées par les parties prenantes externes
	Réponse finale de la Direction	-Grand public	-Utilisateurs de wfp.org -Utilisateurs des sites partenaires	Gestionnaire de l'évaluation Point focal des organisations partenaires	-en postant le rapport sur <a href="http://www.wfp.org">www.wfp.org</a> - en postant sur les sites partenaires	Pour rendre la réponse de la direction disponible et publique

## Annexe 6 Logical Framework matrix

	<b>Intervention logic</b>	<b>Objectively verifiable indicators of achievement</b>	<b>Sources and means of verification</b>	<b>Assumptions</b>
<b>Overall objective</b>	Connect women dairy entrepreneurs to schools in the Sahel region	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Number of school children served with locally produced dairy products</li> <li>2. Quality and Quantity of dairy produced</li> <li>3. Revenues generated by the milk value chain</li> <li>4. Maintained/enhanced individual and household access to adequate food in the districts of Dori and Djibo</li> <li>5. Replication in Burkina Faso and in the Sahel Region</li> </ol>	<p>MENA DRENA FSOM –PDM Country Program report WFP: WINGS System Partners and WFP training or workshop report MS, MAAH, LNSP</p>	<p>Donors and Government provide support and funding.</p> <p>Partners have sufficient capacity and resources to implement activities as intended.</p> <p>Governmental coordination mechanisms for food assistance, nutrition and education work effectively.</p>
<b>Specific objectives</b>	Serve locally produced yoghurt to 12,500 school children (7,141 of these are new to the project), contributing to increase equitable access to education	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Number of school children served with locally produced dairy products</li> <li>2. Retention rate of boys and girls</li> <li>3. Enrolment rate of boys and girls</li> <li>4. Gender ratio</li> </ol>	<p>MENA DRENA Cooperating Partner Report FSOM –PDM Country Program report</p>	
	Reinforce the capacity of two new milk processing units	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Quality and Quantity of dairy produced</li> <li>2. Revenues generated by the milk value chain</li> </ol>	<p>WFP: WINGS System Partners and WFP training or workshop report</p>	
	Allow governmental replication	Replication in Burkina Faso and in the Sahel Region	MENA: Annual Report	



			DRENA of Sahel: Cooperating Partner Report	Security conditions in the Sahel region do not affect school activities, which could lead to disruption of WFP's activities.
<b>Result 1</b>	<b>School meals: 374 tons of quality yogurt are distributed to 12,500 school children in Soum and Seno provinces (Sahel region)</b>		WFP: Food Security Outcomes Monitoring (FSOM) MS, MAAH, LNSP Physical counts and record aggregation Distribution records	
<b>Activity 1.1</b>	Quality assurance and inspection of milk products at MPUs (Seno and Soum)	Quality of the dairy products		
<b>Activity 1.2</b>	Purchase and distribution of yogurt	Quantity of the dairy products		
<b>Result 2</b>	<b>1. Women Empowerment: The technical production capacity of the 2 Milk Processing Units (MPUs) newly enrolled in Soum province are enhanced</b> <b>2. Milk value chain: The technical capacities of livestock breeders and milk collectors in Soum and Seno provinces are enhanced</b>		Farmers Organizations WFP: WINGS System MRAH	Donors and Government provide support and funding.  Partners have sufficient capacity and resources to
<b>Activity 2.1</b>	Technical (re-)training of MPU members on quality management in the milk production chain	1. Quality and Quantity of dairy produced		
<b>Activity 2.2</b>	Support for the elaboration of a business plan and related marketing plan, and legal mutation to a cooperative form of organization	2. Revenues generated by the milk value chain		
<b>Activity 2.3</b>	Purchase and provision of equipment for the production of yogurt and to maintain the cold chain			

<b>Activity 2.4</b>	Enhancing the capacities of livestock breeders				
<b>Activity 2.5</b>	Enhancing the capacity of milk processors				
<b>Result 3</b>	<b>Government replication: The Government and other stakeholders are informed and knowledgeable about the evolution of the project, which contributes to its replication</b>				
<b>Activity 3.1</b>	Commissioning an external impact study that would feed into an operational model for government replication	Replication in Burkina Faso and in the Sahel Region	WFP (CO, RB, HQ) MENA DRENA		<p>implement activities as intended.</p> <p>Governmental coordination mechanisms for food assistance, nutrition and education work effectively.</p> <p>Security conditions in the Sahel region do not affect school activities, which could lead to disruption of WFP's activities.</p>
<b>Activity 3.2</b>	Share this pilot's results to replicate it in other countries				

## **Annexe 7    Acronymes**

<b>BP</b>	Bureau Pays
<b>BR</b>	Bureau Régional
<b>COMET</b>	Country Office Tool for Managing Effectively
<b>CP</b>	Country Programme
<b>CSP</b>	Country strategic plan
<b>DEQAS</b>	Système d'assurance qualité des évaluations
<b>DRENA</b> l'Aphabétisation	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Aphabétisation
<b>EB</b>	Executive Board (Conseil d'administration)
<b>FSOM</b>	Food Security Outcome Monitoring
<b>GEEW</b>	Gender equality and women's empowerment
<b>GII</b>	Gender Inequality Index
<b>GRE</b>	Groupe de référence de l'évaluation
<b>ICSP</b>	Interim country strategic plan
<b>LNSP</b>	Laboratoire National de Santé Publique
<b>MAAH</b>	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
<b>MENA</b>	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
<b>MRAH</b>	Ministère des Ressources Animale et Halieutique
<b>MS,</b>	Ministère de la Santé
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>OEV</b>	Office of Evaluation
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PDM</b>	Post-Distribution Monitoring
<b>PNDES</b>	Plan National de Développement Economique et Social
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>QS</b>	Quality Support
<b>REACH</b>	Ending Child Hunger and Undernutrition
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>SPR</b>	Standard Project Report
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>UNCT</b>	UN Country Team

<b>UNDSS</b>	Systeme du Département des Nations Unies de Sûreté et de Sécurité
<b>UNEG</b>	Groupe des Nations-Unies pour l'évaluation
<b>UNFPA</b>	United Nations Population Fund
<b>UNHCR</b>	United Nations High Commissioner for Refugees
<b>UNICEF</b>	The United Nations Children's Fund
<b>USD</b>	US Dollar
<b>UTL</b>	Unités de transformation du lait
<b>VAM</b>	Vulnerability Analysis and Mapping
<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine
<b>WINGS</b>	WFP Information Network and Global Systems